



**HAL**  
open science

# Le crépuscule des ethnies, identités et politique : le recensement russe de 2002 en République du Bachkortostan

Xavier Le Torrivellec

► **To cite this version:**

Xavier Le Torrivellec. Le crépuscule des ethnies, identités et politique : le recensement russe de 2002 en République du Bachkortostan. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2004, 35 (2), pp.29-58. hal-00703591

**HAL Id: hal-00703591**

**<https://hal.science/hal-00703591>**

Submitted on 4 Jun 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LE CREPUSCULE DES ETHNIES

### Identités et politique : le recensement russe de 2002 en république du Bachkortostan

XAVIER LE TORRIVELLEC\*

« Je travaille toute la nuit pour assurer la sécurité de l'agent recenseur. Je ne reçois aucune prime, mais je suis heureux. Depuis deux jours, j'ai un fils et il est né juste à temps pour se faire recensé. Je suis tatar, mais je l'ai inscrit comme bachkir parce que nous vivons en Bachkirie »<sup>1</sup>. Ces paroles n'ont pas été rapportées par l'officier recenseur Anton Tchekhov à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, elles appartiennent à l'histoire du premier recensement russe postsoviétique<sup>2</sup>, et révèlent simultanément la singularité du contexte local et l'universalité des phénomènes identitaires contemporains.

Maintes fois reporté, le recensement d'octobre 2002 fut l'objet d'interprétations contradictoires, mais insistant toutes sur le bilan démographique qui serait fait d'une tumultueuse période de transition. Si l'impact négatif des réformes socio-économiques était prévisible<sup>3</sup>, la réponse que les citoyens russes donneraient à leur question « nationale » restait incertaine. Depuis dix ans, le pays traverse une grave crise identitaire : avec la déstructuration de l'espace soviétique, la Russie s'est trouvée réduite à un territoire composé de ce qui restait après l'indépendance des anciennes républiques des Etats baltes, d'Asie centrale, du Caucase, de la Moldavie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Au traumatisme d'une existence par défaut est

---

\* Doctorant au centre russe de l'EHESS et chargé de cours à l'INALCO (contact@letorrivellec.fr)

<sup>1</sup> République souveraine au sein de la Fédération de Russie, le Bachkortostan - territoire de 143 600 kilomètres carrés et peuplé de plus de 4 millions 55 mille habitants dont un million dans la capitale, Oufa - a obtenu au début des années 90 une autonomie économique et politique plus étendue que les autres sujets fédérés, du fait notamment de sa stature nationale – comme ancienne République Socialiste Soviétique Autonome de Bachkirie (RSSA) – et de la présence sur son territoire d'industries pétrochimiques et militaires de toute première importance. Voisine du Tatarstan, la république bachkire est séparée du Kazakhstan par le corridor d'Orenbourg, large d'une centaine de kilomètres.

<sup>2</sup> Ces propos d'un jeune *milicioner* (policier) présent dans la gare de Sibaj la nuit du 15 octobre 2002, ont été recueillis dans le cadre d'une mission d'étude du recensement russe. L'auteur souhaite exprimer ici sa plus vive reconnaissance aux responsables du programme « Identité et recensement russe de 2002 » - Catherine Goussef, Dominique Arel et Valery Tichkov – pour la confiance qui lui a été accordée. Merci à Françoise Daucé pour le soutien financier accordé par l'Observatoire français à Moscou et à Ildar Gabdrafikov pour son amicale collaboration.

<sup>3</sup> Selon certaines estimations préliminaires, la diminution n'aurait pas été aussi importante que prévue : la Russie compterait aujourd'hui 145,2 millions d'habitants, soit 1,8 millions de moins qu'en 1989. Voir *RIA Novosti*, 31-10-03.

venu s'ajouter la hantise de son propre éclatement : lorsque les républiques autonomes - Tatarstan et Tchétchénie en tête – revendiquèrent leur indépendance, la « révolution anti-impériale » sembla se prolonger à l'intérieur des nouvelles frontières russes. Après avoir gagné en homogénéité par rapport à l'URSS, la Russie prenait soudainement conscience de sa propre diversité. D'où une certaine précipitation dans la construction d'un système fédéral, qui cherchait à enraciner l'idéal de l'Etat-nation occidental dans le cadre formel de l'ethno-fédéralisme soviétique : si les Russes sont citoyens d'un Etat russe (*rossiskij*), ils relèvent également d'un Etat multinational<sup>4</sup> qui reconnaît la pluralité ethnique de sa population. Aujourd'hui, les termes *rossiskij* et *rususkij* sont employés pour distinguer le russe citoyen du russe ethnique, mais la tension n'a pas pour autant disparu entre conceptions citoyenne et ethnique de la nation : la seconde a profité du règne libéral de Boris Eltsine, mais l'arrivée de Vladimir Poutine marque un changement en faveur d'une vision plus politique de l'appartenance étatique, laquelle est régulièrement dénoncée dans les républiques nationales. Donnant corps à la rivalité nationalisme régional / centralisme fédéral, la problématique identitaire, et notamment la question des relations entre Russes et non-russes s'est retrouvée au cœur du « recensement des nationalités » : quelle serait la composition ethnique d'une population embarquée depuis dix ans dans la construction d'un État-nation ?

Sur la base de l'expérience particulière du Bachkortostan, et parce que le recensement est un point de vue unique pour observer la façon qu'une collectivité a de se penser dans l'histoire, il nous a paru intéressant de repérer les configurations et les tendances qui dans le domaine identitaire semblent extrapolables à l'ensemble de la société russe. Afin d'effleurer le recensement dans ce qu'il eut de singulier, il importe de le déconstruire – comme objet, moment et geste - et de le saisir du point de vue de l'Etat, de la société et de l'individu. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, un détour historique est indispensable.

### *Les ethnies et l'histoire dans la région Volga-Oural*

Dans l'Oural méridional, les problématiques ethniques remplissent la totalité du champ politique. Même si les mouvements nationaux ne recrutent que parmi une fraction extrêmement réduite de l'intelligentsia urbaine, la perception substantialiste de l'ethnicité est profondément ancrée dans la mémoire collective d'une société encore empreinte de traits holistes. Ce dernier terme ne vaut d'être employé ici que pour mieux faire ressortir l'écart avec le mode individualiste occidental et la portée dans les esprits russes du

---

<sup>4</sup> L'article 3.1 de la Constitution russe déclare que « le détenteur de la souveraineté et l'unique source du pouvoir dans la Fédération de Russie est son peuple multinational ».

présupposé ontologique de l'existence des ethnies. Et parce que les individus continuent d'y croire, les débats politiques ne sont à Oufa qu'infinies variations autour d'un seul fait : l'ethnie bachkire - qui donne son nom à la république du Bachkortostan - ne représentait en 1989 que 21,9% de la population, contre 39,9% de Russes et 28,4% de Tatars. Les conflits de légitimité, exacerbés en 2002 par la perspective d'une modification de l'équilibre ethno-démographique, sont le produit d'un long concours de circonstances historiques.

Un mot tout d'abord sur les origines de l'actuelle combinaison tripartite. Le découpage ethnique est directement issu de la décision de Lénine de diviser territorialement les populations türkes<sup>5</sup> de la région Volga-Oural<sup>6</sup>. La frontière géographique établie entre républiques bachkire et tatare devait se répercuter sur le plan culturel, et distinguer historiquement et linguistiquement les Bachkirs des Tatars. Une politique volontariste de mise en forme nationale fut engagée<sup>7</sup>, à laquelle participèrent les recensements : grâce à leur catégorisation systématique, des frontières explicites furent imaginées entre groupes nationaux. Mis au point pour le recensement de 1920, un dictionnaire des nationalités énumérait les catégories ethniques officiellement reconnues. Pour celui de 1926, dans un souci d'exhaustivité - parce que les aspirations des statisticiens rejoignaient le parti pris scientifique des dirigeants soviétiques<sup>8</sup> -, la liste fut étendue aux Tatars, Bachkirs, Michars, Tiptars<sup>9</sup> et Krjašeny<sup>10</sup>. La rupture idéologique des années 1930 provoqua la disparition de ces trois dernières catégories : afin de prouver la réalité du mouvement de consolidation ethnique, seuls les Bachkirs et les Tatars se virent accorder le statut de *narodnost*. Les individus qui ne se reconnaissaient dans aucune des deux catégories nationales furent invités à choisir : Tatars ou Bachkirs ? Le territoire bachkir devint dans le champ politique un lieu d'une grande limpidité historique, sur lequel le temps n'aurait fait que répartir trois couleurs primaires, trois ethnies primordiales : des Bachkirs, des Russes et des Tatars.

<sup>5</sup> « Türkes » renvoie à l'origine altaïque des populations locales de langue turcophone.

<sup>6</sup> Par le décret du 20 mars 1919 le *Sovnarkom* crée la RSSA de Bachkirie. La RSSA tatare est proclamée le 27 mai 1920.

<sup>7</sup> Création d'une langue littéraire bachkire distincte du tatar et d'une littérature en langue vernaculaire, mise en valeur systématique du patrimoine culturel bachkir, politique d'indigénisation, telles furent les principales mesures de la politique des nationalités vis-à-vis des Bachkirs.

<sup>8</sup> Voir Juliette Cadiot, « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926 », *Cahiers du Monde russe*, 38/4, 1997, p. 601.

<sup>9</sup> Peuples d'origine vraisemblablement ougrienne türkisée, les Michars et les Tiptars constituèrent des groupes privilégiés du fait des services militaires qu'ils rendaient aux Russes. Par la suite, les conditions sociales avantageuses dont ils bénéficièrent attirèrent de nombreux migrants tatars, maris, tchouvaches, oudmourtes... qui, ayant rompu avec leur groupe d'origine, s'incorporèrent à cette catégorie. Voir notamment A. Z. Asfandjarov, « Tiptary, social'no-etničeskoe i lingvističeskoe soderžanie termina » (Les Tiptars, contenu socio-ethnique et linguistique du terme), dans le recueil *Baškirkaja etnonimija* (L'ethnonymie des Bachkirs), Oufa, 1987, pp. 57-60.

<sup>10</sup> Les Krjašeny sont les *Convertis*, ceux qui parmi les Tatars de Kazan furent christianisés de force par les Russes dès le 17<sup>e</sup> siècle, voir Azade-Ayse Rorlich, *The Volga Tatars, a profile in National Resilience*, Stanford : Hoover institution press, pp. 40-44.

Ceci étant posé, nous pouvons revenir sur la répartition démographique et la faiblesse numérique des populations bachkires. La prédominance des Tatars est relativement récente, puisqu'en 1970, on comptait encore 24,74% de Bachkirs pour 23,37% de Tatars<sup>11</sup>. Observé pour la première fois lors du recensement de 1979, le basculement s'explique par le retour à l'ethnonyme tatar de populations qui jusque-là se déclaraient bachkires. Pour comprendre ce phénomène, il faut le voir comme un des effets de la lutte que se livrent à partir des années 1970 les deux ethnies türkophones. A cette époque en effet, le régime soviétique est touché de plein fouet par un large processus de décroissance idéologique. L'idéocratie est dépassée par les succès de sa politique de modernisation, de territorialisation et d'ethnisation : avec l'émergence d'une société civile, l'enracinement des élites régionales et le développement d'historiographies nationales, les groupes ethniques s'autonomisent et deviennent acteurs d'une histoire que l'idéologie ne maîtrise plus. Par l'intermédiaire de leurs nouvelles intelligentsias, les groupes ethniques ont intériorisé un habitus national et défendent leurs intérêts particularistes au sein d'un territoire industrialisé et urbanisé. Entre Bachkirs et Tatars de Bachkirie, le combat pour les chiffres est depuis ce temps-là un combat pour la première place après les Russes. Or, quel meilleur champ de bataille pour ce duel qu'une région limitrophe, riche et ethniquement diverse ? Zone tampon entre Volga urbanisée<sup>12</sup> et Oural nomade, fortement touchée par les migrations musulmanes des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, la région nord-ouest se distingue du reste de la Bachkirie par la prépondérance d'identités collectives ambivalentes<sup>13</sup>. Ce flou identitaire est repérable dès le recensement de 1897, qui décèle une nette prédominance de l'autodénomination bachkire parmi les populations musulmanes de ces régions, lesquelles se signalaient par une langue et une culture spécifiques à leur territoire, influencées par celles des Tatars de la Volga et nettement distinctes de celles des Bachkirs de l'Oural<sup>14</sup>. Loin d'être ethnique, cette dénomination collective se rapportait à un critère corporativo-catégoriel, socialement pertinent dans la mesure où le terme « bachkir » renvoyait à un statut avantageux en termes de droits fonciers<sup>15</sup>. Contrairement

<sup>11</sup> B. H. Juldašbaev, *Baškiry i Baškortostan, etnostatistika (Les Bachkirs et le Bachkortostan, une ethnostatistique)*, Oufa, 1995, p. 27.

<sup>12</sup> Les populations autochtones sont sédentaires depuis au moins l'époque de la Horde d'Or – ou selon les académiciens « bulgaristes », depuis l'arrivée des Bulgares de la Volga -, Victor A. Shnirelman, *Who gets the Past? Competition for ancestors among Non-Russian Intellectuals in Russia*, Washington, D.C., 1996.

<sup>13</sup> Sur le thème complexe des variations identitaires dans le nord-ouest de la Bachkirie, voir D. Gorenbourg, « Identity change in Bashkortostan: Tatars into Bashkirs and back », *Ethnic and Racial Studies*, 22/3, May 1999.

<sup>14</sup> A la différence des recensements ultérieurs, pour celui de 1897, l'ethnicité des recensés fut établie sur la base des réponses que les individus donnaient aux questions sur la langue maternelle et la religion. Voir M. I. Rodnov, « Čislennost' tjurskogo krestj'anstva Ufimskoj gubemii v načale xx v. » (Démographie de la paysannerie turke du gouvernorat d'Oufa au début du XXe siècle), *Etno-grafičeskoe obozrenie*, 6, 1996, pp. 122-123.

<sup>15</sup> Au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, l'administration impériale institua une distinction au sein des populations musulmanes - entre d'une part les communautés autochtones installées sur le territoire de la province d'Oufa depuis au moins l'époque de la prise de Kazan, et de l'autre les migrants allogènes arrivés plus récemment. Les premiers, considérés comme propriétaires de leurs terres (*vočinniki*) et astreints au paiement du *jasak*, étaient désignés comme « Bachkirs ». Les seconds, lorsqu'ils n'appartenaient pas à l'ordre social des « Tatars de service » massés autour des forteresses russes, étaient signalés comme « migrants » (*pripuščenniki*), redevables d'un tribut (*obrok*) versé en nature ou en argent au *vočinnik* dont ils louaient la terre. Voir Xavier Le Torrivellec, « Entre

à la tendance chez nombre d'historiens bachkirs de conclure à la préservation d'ethnicités transhistoriques, c'est seulement à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle, sous l'effet conjugué du nivellement définitif des statuts et de l'introduction de la pensée nationale par le modernisme djadide<sup>16</sup>, que l'identité bachkire va peu à peu acquérir les caractéristiques d'une conscience ethnique. Lénine tirera un profit inattendu des courants nationalistes apparus avec la démocratisation tardive du régime impérial : en 1922, pour parer aux velléités hégémoniques des Tatars, il double la superficie de la *Malaja Baškırja* (Petite Bachkirie), limitée aux régions ouraliennes du gouvernorat d'Oufa. Par contrecoup, les Bachkirs de l'Oural sont noyés dans un espace multiethnique marqué par une forte présence tatare. Dans les années 1970, lorsque ces événements sont relus à l'aune des historiographies nationales, la question des origines et de l'identité ethnolinguistique des musulmans du nord-ouest divise profondément les intellectuels tatars et bachkirs. Une campagne est alors lancée à Oufa en faveur d'une nouvelle doctrine ethno-nationale, consistant à présenter les Bachkirs des régions reculées de l'Oural comme archétypes culturels et linguistiques de l'ethnie bachkire dans son ensemble. Et en 1978, sous la pression des factions clientélistes du sud, la langue tatare perd son statut de troisième langue officielle dans la nouvelle Constitution de la RSSA de Bachkirie, tandis que l'enseignement du bachkir est imposé dans toutes les localités rurales du nord-ouest<sup>17</sup>. En renforçant le lien entre pratique linguistique et nationalité, cette politique provoque un reflux vers l'ethnonyme « tatar » d'une part importante des populations tatarophones. De sorte qu'au recensement de 1989, on assista à un nouveau recul du nombre de Bachkirs par rapport aux Tatars.

Incohérente par rapport aux canons de l'ethno-fédéralisme, la situation minoritaire des Bachkirs allait surdéterminer l'histoire politique du Bachkortostan souverain, dont l'existence procède explicitement du « droit du peuple bachkir à l'autodétermination »<sup>18</sup>. Outre qu'elles soulignent assez fréquemment le caractère multinational de leur république, les autorités locales ont, pour se forger une nouvelle légitimité, tenu un discours ethno-nationaliste de préservation de la nation bachkire. L'élection de Murtaza Rakhimov<sup>19</sup> marque en plus de la victoire des technocrates de l'économie – les *neftjaniki* (les pétroliers) –, la prise de contrôle par les Bachkirs de l'Oural du potentiel économique régional. Aussi, même si c'est leur loyalisme et non leur identité ethnique qui détermine le recrutement des hauts fonctionnaires, l'apparente « bachkirisation » des élites locales a focalisé les milieux

---

steppes et stèles, territoire et identités au Bachkortostan », *Cahiers du Monde russe*, 41/2-3, 2000.

<sup>16</sup> Voir *L'Islam de Russie, Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle*, éd. S. A. Dudoignon, D. Is'haqov et R. Mōhāmmātshin, Paris : Maisonneuve et Larose, 1997.

<sup>17</sup> Jusque-là les populations y bénéficiaient d'un enseignement en tatar. En effet, la création en 1923 d'une langue littéraire bachkire sur la base du dialecte Kuvakan du sud explique que 89 % des « Bachkirs » du nord-ouest aient déclaré, lors du recensement de 1926, le tatar comme leur langue maternelle. Voir B. H. Juldašbaev, *Baškiry...*, *op. cit.*, pp. 28-30.

<sup>18</sup> Le 11 octobre 1990, le Soviet suprême de la RSSA de Bachkirie vote à l'unanimité la déclaration de souveraineté de la république du Bachkortostan.

<sup>19</sup> Né en 1934 dans un village du sud, M. Rakhimov est élu président de la république du Bachkortostan en 1993.

d'opposition sur l'aspect ethnique du mouvement de désoviétisation. Par son objectivité supposée, l'ethnicité est apparue comme l'unique vecteur possible de contestation d'un régime autoritaire. Ce n'est donc pas un hasard si les adversaires les plus sérieux du président M. Rakhimov sont issus des mouvements nationaux russes et tatars du début des années 1990<sup>20</sup>. Et les accusations portées par ce véritable « parti ethnique »<sup>21</sup> sont reprises par les nationalistes de Kazan, lesquels invitent leur gouvernement à intervenir pour mettre fin aux discriminations dont seraient selon eux victimes les Tatars de Bachkirie. Face aux menaces de déstabilisation, les deux présidents – M. Rakhimov et Mintimer Šajmiev - ont souvent agi de concert pour neutraliser autant que faire se peut, le radicalisme de leurs nationalistes respectifs. Mais, depuis 1999, et l'établissement par V. Poutine d'une « verticale du pouvoir »<sup>22</sup>, il semble que ce consensus soit de plus en plus menacé par le poids de la pression fédérale. Pour se maintenir, les républiques nationales n'ont d'autre choix que celui de réaffirmer leur différence, avec ce que cela implique de crispations identitaires et de dégradation des relations de voisinage. En plus de s'inscrire dans la longue durée d'une histoire des identités, le recensement de 2002 aura participé au rééquilibrage des relations centre / périphérie.

## **Du centre à la périphérie : le recensement administratif comme objet idéologique**

### *L'intention libérale*

Dénombrement qui permet de connaître l'état de la population d'un pays, le recensement est par excellence l'instrument de connaissance de l'État moderne : moment d'autoréflexivité, il participe pleinement d'un penchant général pour l'autonomie - la société se produit elle-même dans le temps et apprend à se connaître au travers de ce parcours, en s'y réfléchissant<sup>23</sup>. Chiffrer

---

<sup>20</sup> Lors des présidentielles de 1998, Alexander Arinin et Marat Mirgazjamov - représentant respectivement les intérêts des Russes et des Tatars de Bachkirie - ont vu leur candidature annulée par la commission électorale locale. N'ayant plus pour seul concurrent que son ministre de l'industrie forestière, le président M. Rakhimov a été facilement réélu.

<sup>21</sup> L'expression est de V. Tichkov, *Nezavisimaja Gazeta*, 04-10-02.

<sup>22</sup> Jusqu'à présent la volonté d'imposer la « dictature de la loi, égale pour tous » n'a débouché que sur la mise en conformité des normes juridiques républicaines avec la Constitution fédérale.

<sup>23</sup> Le concept d'autonomie doit se comprendre en opposition à l'hétéronomie des sociétés religieuses du passé, comme la marque distinctive des sociétés modernes.

et répertorier en prévision du changement, tel est l'enjeu d'un procédé orienté vers le futur par la nature même de son objet d'étude, une société de l'histoire<sup>24</sup>. Concrétisation pathologique de la foi en l'avenir, l'État planificateur soviétique organisait des recensements réguliers et de niveau technique équivalent à ceux des pays occidentaux. Mais il leur demandait de venir confirmer la vision préconçue qu'il avait du présent : l'État voulait afficher une représentation de la société conforme au projet politique de son organisation et de sa transformation<sup>25</sup>. Le recensement ne devait pas montrer une société en mouvement mais constater le mouvement de la société vers une vérité extérieure à elle-même<sup>26</sup>.

Cette structuration religieuse a disparu, et avec elle la capacité pour l'Etat de s'imposer comme l'Un légitimant du tout social. Certes, si l'on se réfère au préambule de la loi du 25 janvier 2002, le recensement est conçu comme une « source d'informations pour l'Etat fédéral », et l'usage des résultats est limité au seul appareil gouvernemental, à l'exclusion du reste de la société. Nonobstant ces restrictions - qui tiennent plus à la protection de « droits d'auteurs » qu'à une volonté de monopolisation des ressources statistiques -, il est clair que le législateur a eu une inspiration fondamentalement libérale<sup>27</sup>. On peut d'ailleurs penser qu'un tel positionnement était inévitable, qui s'inscrit dans la continuité du basculement libéral des années 1970. Par sa capacité d'initiative et d'invention, la société est devenue, en partie malgré elle, le lieu de production de l'histoire, et à ce titre, le détenteur ultime de la légitimité politique. L'autonomisation du social s'est accélérée avec la perestroïka et, après dix ans de réformes, la société russe paraît irrémédiablement sécularisée, ouverte sur le monde occidental et avide de comparaisons. En plus de la mise aux normes internationales du travail statistique, la nouveauté du recensement de 2002 a résidé en ceci que, s'adressant à ses citoyens, l'Etat reconnaissait formellement la présence en dehors de lui d'un corps social autonome : comme cela figurait sur le logo

<sup>24</sup> Entre 1718 et 1722, l'organisation d'un premier recensement (révision) lors de l'introduction de la capitation - impôt par tête et non plus par foyer - est l'un des signes les plus significatifs de l'entrée de la Russie de Pierre le Grand dans l'historicité.

<sup>25</sup> Voir Martine Mespoulet, « catégories professionnelles et classement social dans les recensements russes et soviétiques (1897-1939) », *Annales de démographie historique*, 2003-1, p. 81.

<sup>26</sup> Dans les années 1920, les statisticiens et ethnologues soviétiques cherchaient encore à obtenir la carte la plus « précise » des peuples de l'empire. Mais à partir de 1937, la nationalité devenant une catégorie idéologiquement opératoire et utilisable par l'Etat policier, les recensements furent transformés, au corps défendant des statisticiens, en rouage du mouvement totalitaire. Ces opérations de masse étaient sujettes à falsifications et les résultats statistiques restaient le plus souvent confidentiels. C'est ainsi que les données du recensement de 1937 ne furent pas divulguées et que plusieurs statisticiens furent condamnés pour avoir constaté l'ampleur du désastre démographique. Voir sur ce thème le chapitre 10 de l'ouvrage d'Alain Blum et de Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique, Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris : La Découverte, 2003.

<sup>27</sup> Nous entendons par libéral non pas l'idéologie libérale mais le fait libéral, c'est-à-dire le mouvement historique en faveur d'une autonomie croissante des acteurs sociétaux et individuels : « la vérité en acte de la société de l'histoire, c'est l'organisation libérale, dans un sens indépendant de l'idéologie libérale. C'est le renversement du rapport entre pouvoir et société : de pouvoir d'abord, on bascule vers société d'abord, avec ce que cela veut dire de dissociation entre société civile et Etat, de redéfinition représentative du pouvoir et d'émancipation des membres de la société en tant qu'acteurs historiques », Marcel Gauchet, *La condition historique*, Paris : Stock, 2003, p. 251.



officiel, le recensement mettait en scène les membres d'une société consciente de sa propre historicité. Et aux discours récurrents sur le « nouveau portrait »<sup>28</sup>, sur l'image instantanée que la collectivité offrirait d'elle-même, est venue s'ajouter l'idée-force d'une auto-organisation de la société<sup>29</sup>.

Emportée par la crise identitaire, l'intention libérale s'est concrétisée à un double niveau, par la préférence pour le modèle de l'Etat-nation et par la primauté accordée aux individus sur leurs groupes d'appartenance. Nous reviendrons sur les raisons du maintien de la catégorie nationale ; il est en tout cas entendu que la modification de l'ordre de présentation des questions dans le questionnaire du recensement - mise en avant de la question N°6 sur la citoyenneté par rapport à la question N°7 sur l'appartenance ethnique<sup>30</sup> - indique un renversement discret mais décisif de l'ancienne hiérarchie de valeurs. En 1999, la disparition de toute référence ethnique dans les passeports russes marquait une avancée décisive en faveur de la citoyenneté. Mais alors que la réforme avait été refusée par la Bachkirie et le Tatarstan - où un feuillet en langue locale fut inclus dans les passeports de leurs « ressortissants » -, la question sur la citoyenneté russe ne fut l'objet d'aucune contestation en 2002. C'est finalement le citoyen russe (*rossijskij*) que l'Etat cherchait à atteindre au-delà du Russe (*ruskij*) du Bachkir ou même du Krjašen. Où nous retrouvons le second aspect de la libéralisation du champ identitaire : l'insistance sur le choix personnel<sup>31</sup>. Etablissant la nationalité comme une donnée d'ordre privé, ne nécessitant plus l'intervention d'interlocuteurs intermédiaires, le recensement prenait acte de l'avancée du processus d'individualisation et de desserrement des contraintes collectives. Les slogans qui remplirent les colonnes des journaux et les panneaux publicitaires des villes s'adressaient à chaque individu : « Inscrivez-vous dans l'histoire de la Russie »<sup>32</sup>. Le principe de la liberté de choix s'est retrouvé au cœur de la question des identités collectives reconnues par l'Etat. Dans les règlements de procédure, l'accent fut placé sur le droit garanti à chacun de répondre comme bon lui semblerait à la question sur son appartenance nationale : la question N°7 était formulée ainsi : « *Vaša nacional'naja prinalležnost' (po samoopredeleniju oprašivaemogo)* »

<sup>28</sup> La campagne d'information sur le recensement a commencé très tôt dans les zones reculées de la république bachkire : « la société va obtenir un nouveau portrait instantané », *Oktjabr'skij Neftjanik*, 30-10-01.

<sup>29</sup> V. Tichkov, « Perepisi naselenija i konstruirovanie identičnostej » (Le recensement de la population et la construction des identités), *Na puti k perepisi* (Vers le recensement), Moscou : EAWARN, 2003, p. 1.

<sup>30</sup> Dans les questionnaires des recensements soviétiques, soit la question de la citoyenneté était réservée aux étrangers dûment enregistrés, soit - et tel fut le cas en 1937 et en 1959 - elle était posée à tout le monde mais venait après la question sur la nationalité. Voir V. Stepanov, « Etničeskaja identičnost' i učet naselenija » (L'identité ethnique et le comptage de la population), *Etnografija perepisi - 2002* (Ethnographie du recensement - 2002), Moscou : EAWARN, 2003, p. 32.

<sup>31</sup> Le principe de libre déclaration est certes plus ancien, mais il restait purement formel tant était prépondérante l'obligation faite à chacun de s'incorporer à la communauté soviétique. Ce qui avait pour conséquence de réduire le recensement à un simple enregistrement des données du passeport et de renforcer le poids des contraintes collectives : les variations identitaires constatées tout au long du vingtième siècle entre Tatars et Bachkirs n'étaient pas le fait d'individus particuliers, mais de villages entiers. Voir R. G. Kuzeev, N. N. Moiseeva, V. Ja. Babenko, *Etničeskie processy v Baškirii v novoe i novejšee vremja* (Les processus ethniques en Bachkirie à l'époque moderne et contemporaine), Oufa, IJaLi, 1987.

<sup>32</sup> Omniprésent, le slogan « Vpiši sebja v istoriju Rossii » devint rapidement le symbole le plus populaire du recensement.

(Votre appartenance nationale – selon l'autodénomination de la personne interrogée). Au cours de leur instruction, les agents recenseurs se virent répéter qu'ils devaient s'abstenir de tout commentaire, et poser la question telle qu'elle était rédigée, sans ajout d'aucune sorte. En octobre 2002, l'Etat se plaçait volontairement en retrait, comme garant public d'un droit constitutionnel : « Nul ne peut être contraint de déterminer et d'indiquer son appartenance nationale » (article 26.1). Le respect de normes de droit international - en particulier la Convention européenne pour la Protection des droits des Minorités Nationales ratifiée par la Russie en 1998 – a été également invoqué par les maîtres d'œuvre du recensement. Et c'est aussi dans l'intimité du dialogue entre recenseur et recensé qu'une rupture s'est imposée par rapport aux pratiques soviétiques : à écouter les témoignages des agents recenseurs, la phrase qu'ils eurent le plus souvent à répéter fut celle-ci : « nous inscrivons ce que vous dites, nous n'avons plus besoin du passeport ». Ceci nous impose de revenir sur l'effet de surprise provoqué par l'intention libérale des autorités.

Or quelle meilleure confirmation les autorités pouvaient-elles attendre de la pertinence historique de leur ouverture libérale qu'une contestation du recensement au nom justement de la défense des libertés individuelles ? L'opération de recensement fut sur le point d'être compromise par la conscience aigüe qu'avaient les acteurs de la nécessité d'une séparation du public et du privé. En le dessinant à gros traits, le mouvement de contestation a pris la forme d'une attitude de méfiance de la part des populations urbaines, et d'une défiance des groupes sociaux les plus dépendants. Lors de la campagne médiatique menée, surtout à Moscou, contre le recensement, certains déniaient à l'Etat le droit de collecter des informations d'ordre privé<sup>33</sup>, d'autres exprimaient la peur qu'il éprouvait d'ouvrir la porte de leur domicile à un inconnu, d'autres encore lançaient des menaces de boycott – « que l'on nous rétablisse l'eau et alors nous accepterons de nous recenser ». C'est vraisemblablement dans le décalage entre les promesses du discours officiel et les dérives antérieures qu'il faut chercher la motivation des doutes exprimés au sujet de la confidentialité du recensement et du respect des frontières institutionnelles – le Comité d'Etat aux statistiques (*Goskomstat*) pouvait-il demander ou transmettre des informations personnelles à d'autres administrations, par exemple à la police ou aux douanes ? Devant la montée des inquiétudes au sujet du droit des individus d'être protégés contre la puissance publique, le gouvernement a multiplié les annonces et mobilisé d'importants moyens pour permettre notamment de se recenser par téléphone ou en se rendant dans une permanence locale prévue à cet effet.

Pour être comprise, une autre décision doit être rattachée à ce surenchérissement libéral du pouvoir : celle d'avril 2002 de procéder à un recensement anonyme. Pour parer au risque de voir un nombre important de gens refuser de participer, il fut décidé qu'aucun nom ne serait mentionné

<sup>33</sup> Selon l'article 24.1 de la Constitution russe, « La collecte, la conservation, l'utilisation et la diffusion d'informations relatives à la vie privée d'une personne sans son accord sont interdites ».

dans les questionnaires. Cette mesure venait s'ajouter à une autre, encore plus insolite par rapport au modèle occidental<sup>34</sup> : celle d'un recensement basé sur le principe du volontariat. Dans les pays occidentaux, le recensement est obligatoire pour la simple et bonne raison qu'il s'agit de compter tout le monde<sup>35</sup>. La radicalité du discours libéral a surpris jusqu'aux plus convaincus des occidentalistes russes, aux yeux desquels l'avancée sur la voie de l'autonomie individuelle portait atteinte à l'intérêt général<sup>36</sup>. Un recensement volontaire et anonyme, telle fut en fin de compte la réponse russe aux discordances produites sur son sol par l'approfondissement de l'orientation individualiste de nos sociétés contemporaines. Avec, à l'autre extrémité du paradoxe libéral, la préservation en l'état des schèmes de pensée ethniques.

### *L'irréductibilité ethnique*

Selon une dialectique bien connue, qui fait que le nouveau ne peut se formuler qu'en empruntant les termes de l'ancien, la concrétisation de la liberté de choix identitaire s'est effectuée sur fonds d'insistance de la forme ethnique. Mais parce que la libéralisation du discours identitaire s'est accomplie de l'intérieur même des traditions nominalistes<sup>37</sup>, plutôt que de rejeter la responsabilité du maintien du critère ethnique sur d'éventuels éléments « antimodernes », il semble plus pertinent de revenir sur ce qu'a signifié le refus de retirer la question N°7 ou de limiter sa polarité ethnique<sup>38</sup> et sur ce que cela a révélé du rôle d'arbitre que l'État fédéral s'est attribué entre l'ethno-nationalisme des uns et les attendus scientifiques des autres : les discussions techniques et les rivalités politiques qui surgirent à propos de la formulation des questions ou autour de la réapparition de certains groupes ethniques, révélait plus que de prosaïques luttes pour le pouvoir, de représentations profondément antagonistes de la notion d'identité.

<sup>34</sup> Hormis la France, où un débat fut organisé à ce sujet, aucun pays occidental n'a jamais envisagé un recensement sur une base volontaire. Voir Dominique Arel, « Demography and Politics in the first Post-Soviet Censuses: Mistrusted State, Contested Identities », *Population*, 57(6), 2002, p. 808.

<sup>35</sup> Adoptée par la Douma en janvier 2002, la loi sur le recensement faisait de la participation une obligation civique (*obščestvennaja objazannost'*) et non légale : aucune sanction ne fut prévue à l'encontre des récalcitrants.

<sup>36</sup> V. Tichkov, « Perepis' doljna byt' objazatel'noj » (Le recensement doit être obligatoire), *Nezavisima Gazeta*, 30-09-02.

<sup>37</sup> Une catégorie ethnique, comme auto-désignation, est censée refléter une « conscience ethnique », une identité ethnique, qui reflète à son tour un groupe ethnique, et qui est la preuve de son existence séparée.

<sup>38</sup> Plusieurs propositions avaient été faites en ce sens, mais pour des raisons techniques le *Goskomstat* a refusé la proposition de certains ethnologues de ne plus avoir recours à une liste préétablie d'ethnonymes. En avril 2003, sous la pression de l'administration présidentielle, le *Goskomstat* a repris la formulation de 1989 sur « l'appartenance nationale » et est revenu sur son choix antérieur de défendre la position académique en faveur d'une question sur « l'appartenance ethnique ». Voir S. Sokolovski, « Ethnic categorization in the Russian Census of 2002 », intervention à la *Convention de l'Association pour l'étude des nationalités* (ASN), Columbia University, New York, juin 2003.

Le caractère schizophrénique du travail préparatoire au recensement toucha d'abord les techniciens de l'ethnicité, ces ethnographes qui eurent à concilier des impératifs contradictoires. En faisant appel à eux<sup>39</sup>, les statisticiens du *Goskomstat* ne se doutaient pas des conséquences que cela aurait sur les présupposés épistémologiques de l'ethnographie post-soviétique : pour garantir le droit individuel à l'autodéfinition, les savants durent réévaluer leur parti pris substantialiste et accepter l'idée qu'à la différence de la citoyenneté ou du pays d'origine, l'identité ethnique constitue un critère subjectif et non pas objectif. Ainsi, après que le *Goskomstat* ait refusé en 2000, la proposition d'un comptage à posteriori et opté pour une définition à priori des catégories identitaires, les membres de la commission chargée du recensement à l'IEA<sup>40</sup> insistèrent pour que le codage des ethnonymes soit le plus ouvert possible, afin de respecter au maximum la diversité des déclarations des recensés. Le dictionnaire de 879 désignations ethniques (*Spisok etnicheskikh nimenovanii*) qui fut élaboré (contre 823 en 1989), répertoriait les variantes linguistiques, dialectales et même phonétiques, des identités susceptibles d'être indiquées sur les questionnaires<sup>41</sup>. Mais la question restait entière de la visibilité à accorder aux entités ainsi répertoriées : lesquelles seraient mentionnées dans les publications officielles et comment les autres seraient-elles combinées entre elles ? Pour surmonter la difficulté, l'IEA choisit de réactualiser un outil employé depuis 1926 : l'établissement d'une liste des nationalités (*Perechen nationalnosti*). Des corrections y furent apportées qui témoignaient, en accord avec l'esprit libéral du temps, d'une volonté de désubstantialisation de l'ethnicité : contre la vision téléologique antérieure – la baisse du nombre de nationalités reconnues en 1970 et 1979 signifiait leur fusion dans le peuple soviétique – la liste a été notablement élargie (de 130 en 1989 à 195 nationalités en 2002) ; le classement hiérarchique – nationalités de l'Union, des républiques puis des régions autonomes – fut remplacé par un ordre alphabétique ; les termes à connotation évolutionniste - *nationalnost'*, *narod*, *plemen* - furent éliminés ainsi que la subdivision entre nationalités titulaires et non titulaires. Et devant la crainte de certaines minorités de disparaître du décompte final, la décision fut prise en mars 2002 d'accorder un code à chaque groupe ethnique énuméré dans le dictionnaire des désignations ethniques.

Au-delà de cette libéralisation, il restait encore à définir quels groupes intégreraient la liste des nationalités. Or, selon quels critères opérer ce tri ? Sans revenir sur les clivages qui divisèrent le champ scientifique à cette occasion<sup>42</sup>, notons simplement qu'un consensus s'est formé sur l'idée simple et

<sup>39</sup> Notamment ceux de l'Institut d'Ethnographie et d'Anthropologie de l'Académie des sciences de Russie (IEA) qui signèrent en août 2000 un contrat avec le *Goskomstat* et furent chargés comme pour les recensements précédents de rédiger la liste des nationalités.

<sup>40</sup> Pour le sigle, voir la note précédente.

<sup>41</sup> Voir S. Sokolovski, *op.cit.*, p. 10.

<sup>42</sup> Pour une clarification des enjeux scientifiques et des négociations entre l'IEA et le Goskomstat, voir V. Stepanov, « Rossijskaja perepis' 2002 g. » (le recensement russe de 2002), *Issledovanija po priskladnoj i neotlojnoj ètnologii*, N° 145, Moscou, 2001.

pragmatique d'accorder une visibilité aux groupes ethniques qui en feraient la demande. Présupposant l'individualité de tout agrégat collectif de choix personnels, l'intention libérale des ethnographes s'est traduite par une subjectivisation des ethnies. Parce que leurs leaders présentaient les Krjašeny comme distincts des Tatars, ils obtinrent d'être reconnus séparément dans la liste des nationalités. Au contraire, faiblement revendicatifs, les Michars furent assimilés à un sous-groupe des Tatars et, bien que disposant de leur propre code, ils devraient être comptabilisés comme Tatars. Néanmoins, l'extrême variété des situations locales, l'incertitude sur la signification des codes et les nombreuses contestations qui s'élevèrent – notamment lorsque l'IEA justifia certaines inclusions par des arguments purement scientifiques – incitèrent les responsables à reporter leur décision sur le sort réservé aux ethnonymes lors du traitement final des résultats.

Même à travers la fiction d'une subjectivation des groupes ethniques, la tentative de compromis des ethnographes entre les pôles individuel et collectif des affirmations identitaires semblait vouée à l'échec : que signifiait en effet le droit à une identité choisie pour un individu qui se définissait comme Michar mais se voyait finalement compter comme Tatar ? A l'opposé, seul le retour à une lecture substantialiste – les clans ne sont pas des ethnies – a pu justifier le refus d'inscrire dans la liste des nationalités les centaines de modalités claniques d'autodénomination. A travers les contradictions de leurs discours, les experts du recensement cherchèrent à combiner la multiplicité des perceptions sociales de l'identité<sup>43</sup>. Mais ils sont restés indécis sur la question de savoir jusqu'où porter l'acceptation du pluralisme identitaire. Finalement, si la logique libérale du recensement a peiné à quitter l'univers ontologique des appartenances, c'est entre autres facteurs parce que celles-ci étaient socialement prégnantes, et représentent encore aujourd'hui un mode privilégié d'expression identitaire<sup>44</sup>. A ces raisons structurelles sont venues s'ajouter des logiques plus conjoncturelles, liées à l'incapacité politique de rompre avec la territorialisation de l'ethnicité.

En effet, un obstacle majeur à une complète libéralisation de la question nationale aura été la persistance d'un lien étroit entre nationalité et souveraineté territoriale au sein du système fédéral russe. Héritée de l'ethno-

---

<sup>43</sup> C'est ainsi que les droits des ethnies minoritaires furent défendus à Moscou contre les nationalités républicaines (minorité tatare au Bachkortostan, Krjašeny au Tatarstan...) : V. Tichkov a par exemple soutenu la demande des Krjašeny de construire des églises dans leurs villages, *Vremya novosti*, 30-04-02. Il est par ailleurs intéressant de remarquer que le désaccord sur la valeur accordée à la notion d'autonomie (*samostojaťel'nost'*) recoupe la division entre les partisans libéraux d'une prise en compte des revendications collectives et les conservateurs nationaux qui se réfèrent à l'histoire pour exiger le respect du *statu-quo*. Voir l'échange épistolaire en juin 2001, entre V. A. Tichkov et R. I. Valeev – qui dirige la commission parlementaire tatare chargé des questions nationales –, *Etnografija perepisi – 2002*, Moscou : EAWARN, 2003, pp. 341-344.

<sup>44</sup> Selon V. Stepanov, nombreux étaient les agents recenseurs à estimer qu'« une personne sans nationalité ça n'existe pas » et que les recensés pouvaient se tromper lorsqu'ils déclaraient leur nationalité, « Etničeskaja identičnost' i učet naselenija », *op.cit.*, p. 42. Au cours de notre enquête de terrain, la population a semblé attachée à une catégorie familière : très souvent, avant de répondre, les recensés attendaient que le recenseur leur précise ce qu'il entendait par « citoyenneté », c'est-à-dire que le recenseur devait préciser « citoyen russe ». Ils répondaient au contraire spontanément à la question N°7 sur l'appartenance nationale.

fédéralisme soviétique, la division territoriale opère toujours selon un critère national : à côté d'*oblasts* dénués de toute référence nationale, le Bachkortostan est censé représenter la patrie des Bachkirs. Le cadre de vie offert par les Bolcheviks – un territoire, des symboles nationaux et une langue – a eu un indéniable effet de réalité : formations ethniques de plus en plus centrifuges, les républiques se sont largement autonomisées sous Eltsine, usant de la rhétorique nationale pour légitimer leur nouvelle souveraineté territoriale. Aujourd'hui, surtout lesté d'un potentiel économique conséquent, le pouvoir d'influence des leaders nationaux est de tout premier ordre sur la scène politique fédérale. C'est sous la pression des autorités tatares qu'en mai 2002, le gouvernement russe a exigé du *Goskomstat* qu'il revienne sur sa décision de retirer toute question sur la langue maternelle<sup>45</sup>. Pourtant, même si la « révolution administrative » promise par V. Poutine n'a pour l'instant abouti qu'à un retour à l'âge des compromis, les pressions sur leurs « privilèges » incitent les républiques à surinvestir l'argument national de leur existence. D'où la forte incitation à bâtir des majorités statistiques en faveur de l'ethnie titulaire, et les conflits de voisinage qui en résultèrent lors du recensement de 2002. A Oufa, il s'agissait de prouver qu'avec 30% de la population, les Bachkirs occupent la seconde place, derrière les Russes mais devant les Tatars sur le territoire de leur république. L'enjeu de la guerre des chiffres était clairement politique : à travers leurs pronostics – 12% de Bachkirs – les organisations tatares de Bachkirie cherchaient à priver le pouvoir local de toute légitimité ethno-nationale.

La réactivation de l'ancienne rivalité tataro-bachkire permit par ailleurs à Moscou de renforcer ses positions locales. Pour attirer l'attention des autorités fédérales, la campagne anti-tatar des nationalistes d'Oufa a fait feu de tout bois : ils insistèrent sur la menace que la politique menée à Kazan ferait peser sur l'avenir de la Russie, et les Bachkirs étant les premières victimes d'une politique expansionniste visant à asseoir la domination tatar sur l'ensemble des peuples türks de la région Volga-Oural, leur renforcement démographique serait en fin de compte bénéfique aux Russes. Réactualisation des positions anti-pantürkistes des dirigeants bachkirs des années 1920, ce langage faisait également allusion au contexte international de lutte contre l'islamisme. De leur côté, les nationalistes tatares de Bachkirie prirent au mot la politique fédérale de mise en conformité des normes locales, et faisant jouer leurs réseaux moscovites, exigèrent des ministères qu'ils mettent un terme à l'arbitraire du pouvoir bachkir. Mais agissant ainsi, ils ne faisaient que retrouver leur position habituelle d'opposition dans le champ politique interne.

---

<sup>45</sup> En dépit de quelques critiques - entretien du 02-10-02 avec A. Juldašbaev, durant lequel le conseiller présidentiel pour les questions nationales en Bachkirie s'est élevé contre l'abandon de la catégorie de la langue maternelle : « c'est la preuve des dégâts que peut produire le multiculturalisme prôné à Moscou » - la position officielle des autorités bachkires a été modérée sur une décision qui clarifiait la situation des nombreux Bachkirs parlant tatar. Voir l'article dans lequel Mikhaïl Guboglo condamne ce retrait au motif qu'il va déboucher sur une augmentation artificielle du nombre de Bachkirs « puisque 16,9% d'entre eux déclarent le tatar comme leur langue maternelle », « Kto otnjal rodnoj jazyk ? » (Qui a soustrait la langue maternelle ?), *Nezavisima Gazeta*, 22-07-02.

## **La politique des identités : le recensement fédéral comme moment tataro-bachkir**

### *Le recensement comme élection*

Il n'est souvent pas besoin d'aller chercher plus loin que le sens commun pour trouver une interprétation pertinente d'un événement historique : en Bachkirie, le recensement fut communément comparé à des élections. Énoncé sur un mode ironique, ce constat prenait acte de la politisation de l'ethnicité et exprimait un sentiment de lassitude face aux outrances nationalistes. Monopolisant le traitement de l'événement, convaincus de la naturalité de l'ethnicité et réfractaires à toute idée de double identité, les nationalistes parlèrent de stocks et de flux d'unités ethniques. Dans chaque camp, les intelligentsias officielle et radicale se sont réparties les tâches : les accusations réciproques de « génocide »<sup>46</sup> ont ainsi pu reposer sur de solides arguments « scientifiques ». L'histoire a fourni les éléments nécessaires à la défense des droits collectifs, et les recensements de 1979 et de 1989 servirent de références aux avant-gardes nationales bachkire et tatar pour convaincre les populations indécises du nord-ouest de leur véritable identité : celle-ci devait être « bachkire » pour retrouver les 73 mille Bachkirs « disparus » entre 1979 et 1989<sup>47</sup> ; ou définitivement « tatar », à la suite logique du recensement « démocratique » de 1989<sup>48</sup>. Les interprétations historiographiques retraçaient le parcours de ceux qui étaient de « toute éternité » soit Bachkirs soit Tatars et servaient les intérêts des uns et des autres dans leur lutte autour du recensement.

On note, à partir de janvier 2002, un afflux de matériaux à caractère historique dans les médias bachkirs, qui reviennent en détail sur les origines nomades – c'est-à-dire *in fine* bachkires - des populations concernées, et s'alarment d'une possible diminution du nombre de Bachkirs : « beaucoup

<sup>46</sup> Lors du meeting du 1<sup>er</sup> mai à Kazan, les autorités bachkires furent accusées de commettre un « véritable génocide des Tatars ». En réponse, et pour la première fois, une condamnation similaire fut publiée à Oufa dans un journal financé sur le budget républicain. Voir *Baškortostan*, 10-05-02.

<sup>47</sup> Pour les auteurs bachkirs, la baisse du nombre de Bachkirs entre 1979 et 1989 est la preuve de leur assimilation par les Tatars. Voir M. Kul'saripov, *Tragičeskaja demografija* (La démographie tragique), Oufa : Kitap, 2002, p. 17.

<sup>48</sup> Les historiens tatars soutiennent que lors du recensement de la *Glasnost*, beaucoup de Tatars n'auraient plus craint de se recenser comme tels. Voir Il'dar Gabdräfikov, « Perepis' naselenija v Baškirii : materialy polevoj étnografii » (Le recensement de la population en Bachkirie : matériaux d'ethnographie de terrain), *Etnografija perepisi – 2002* (Ethnographie du recensement – 2002), Moscou : EAWARN, 2003, p. 106.

ignorent leurs racines historiques, et estimant que leur langue de communication est le tatar, ils se considèrent comme Tatars »<sup>49</sup>. Coordonnée par le comité exécutif du Congrès mondial des Bachkirs (*Ispolkom Vsemirnogo kurultaja baškir*), une véritable campagne de propagande est engagée par les idéologues du régime<sup>50</sup>, qui se rendent au printemps dans les villages du nord-ouest et y interviennent lors de réunions publiques organisées par les administrations de district. Au cours de cette période, alors que les représentants des communautés minoritaires de Bachkirie – Tchouvaches, Juifs, Maris... – trouvent dans la médiatisation des questions nationales un terrain favorable pour s'exprimer, le mouvement national russe « Rus' » renouvelle ses alliances électorales, se rapprochant des Tatars dans leur opposition à la politique de « bachkirisation » du président M. Rakhimov<sup>51</sup>.

Mais tout en retrouvant les clivages politiques traditionnels, le positionnement des acteurs nationaux s'est lui aussi inscrit dans le contexte général d'une libéralisation des phénomènes identitaires. La pensée ethno-nationale est apparue victime des bouleversements en cours, sensible à l'éclatement des appartenances ethniques sous les coups répétés de la liberté de choix identitaire. Ce qui a provoqué en retour une adaptation du discours néo-nationaliste : intégrant une partie des valeurs individualistes, il s'est fait plaider pour l'authenticité<sup>52</sup>. De là l'appel incongru à la mémoire par les partisans d'une vision essentialiste de l'ethnicité, qui demandaient à chacun de se souvenir de son appartenance. Or le caractère éminemment contradictoire de cette démarche – si l'individu a oublié sa véritable identité c'est bien qu'elle ne s'impose plus aussi naturellement à lui – a exacerbé les tendances à la radicalisation, et il ne restait plus alors aux gardiens de l'orthodoxie ethnique qu'à parcourir sans relâche les zones de flou identitaire, et y prêchant le retour aux communautés ancestrales, à tenter de « convertir » les nouveaux infidèles.

La principale modalité de radicalisation fut l'externalisation de la rivalité tataro-bachkire. Alors que fidèle à sa réputation de modération, la république bachkire acceptait les modalités du recensement, tel ne fut pas le cas du Tatarstan. Dans un esprit d'amalgame, la réintroduction d'anciennes catégories nationales – notamment les Tatars de Sibérie et les Krjašeny – y fut interprété comme l'expression d'une volonté délibérée du centre d'entamer la légitimité du régime tatar, lequel s'estime en droit de défendre les intérêts de

<sup>49</sup> S. Galin, « Jazik i nacija » (La langue et la nation), *Respublika Baškortostan*, 21-09-02. Egalement M. Kul'šaripov, « Tragičeskaja demografija » (La démographie tragique), *Baškortostan*, 03-05-02 ; Z. Hanova, « Ob istoričeskoj spravedlivosti » (Sur la justice historique), *Baškortostan*, 10-10-02.

<sup>50</sup> Subventionné par le gouvernement, le mensuel bilingue – bachkir et russe - *Vatandaš* (Le compatriote) – organe officiel du Congrès mondial des Bachkirs - s'est retrouvé à la pointe de ce travail de persuasion. Voir entre autres, N. Mažitov, N. Kulbahtin, « Istorija baškirkih naseleennyh punktov » (L'histoire des lieux de peuplement bachkir), *Vatandaš*, N°2, 2002, p. 31-35 ; M. Kulšaripov « Djurtulinskij rajon » (Le district de Djurtuli), *Vatandaš*, N°3, 2002, p. 89-98. N. Kulbahtin, G. Šajarmetov, « Iz istorii Tujmazinskogo rajona » (De l'histoire du district de Tujmazi), *Vatandaš*, N°6, 2002, p. 50-58.

<sup>51</sup> Entretien du 04-10-02 avec S. Dubovskij, représentant du parti *Rus'* en Bachkirie.

<sup>52</sup> Ce thème est désormais omniprésent dans les discours locaux, notamment parmi les intellectuels tatars : il y aurait les « Nastojaščie Tatary » (vrais Tatars), et les *Krjašeny* ne seraient plus alors que des « Nenastojaščie Tatary » (faux Tatars).



tous les Tatars, quel que soit leur lieu de résidence<sup>53</sup>. En décembre 2001, le député tatar F. Safiullin intervient lors de la discussion à la Douma du projet de loi sur le recensement contre le complot soit disant fomenté par l'IEA en vue de fractionner l' « indivisible » nation tatare<sup>54</sup> et d'obtenir une majorité slave dans une région musulmane située au cœur de la Fédération de Russie. Relayée par une campagne médiatique et de nombreuses publications scientifiques<sup>55</sup>, sa dénonciation reçut un écho favorable à Kazan. Et parce que les historiens tatars jugent Moscou responsable de la division artificielle entre Tatars et Bachkirs, la critique de la politique fédérale s'est accompagnée d'une intrusion dans les affaires intérieures de la république bachkire, au nom des 1,2 millions de Tatars qui y résident. Craignant que ce chiffre ne se réduise de trop lors du recensement et qu'Oufa ne profite de l'embarras de Kazan pour se rapprocher de Moscou, les officiels tatars évoquèrent pour la première fois publiquement, la situation de leurs compatriotes : le conseiller politique du président tatar, R. Hakimov allant jusqu'à déclarer les régions occidentales de Bachkirie exclusivement peuplées de Tatars<sup>56</sup>. Mais cette intervention en leur faveur plaça les Tatars de Bachkirie dans une position délicate, déchirés qu'ils furent entre leur loyauté à la cause tatare et leur besoin de la protection de Moscou – le pouvoir fédéral représente effectivement pour eux le seul recours légal contre les injustices dont ils s'estiment victimes localement. Ne sachant s'ils devaient ou non souhaiter la mise en œuvre d'une politique russe « néo-impériale », et attendant plutôt leur salut de l'extérieur<sup>57</sup>, les sympathisants tatars ont joué sur les deux tableaux, et privilégié la fuite en avant. En février 2002, venant après une déclaration équivoque du vice-premier ministre bachkir<sup>58</sup>, l'éviction par M. Rakhimov d'un maire de nationalité tatare souleva un tollé dans les cercles d'opposition<sup>59</sup>. La polémique enfle alors sur l'emploi

<sup>53</sup> Voir l'article de A. Gavrilenko, « Vpishem sebja v istoriuj rodiny » (Inscrivons nous dans l'histoire de la patrie), *Respublika Tatarstan*, Kazan, 14-02-02 ; et entretien du 10-10-02 avec F. I. Davletšin - mullah tatar de la mosquée de Bakaly - qui dénonce la « politique de génocide menée par Moscou ».

<sup>54</sup> Voir l'intervention de D. Gorenbourg, « Tatar Identity : A United, Indivisible Nation ? », intervention à la *Convention de l'Association pour l'étude des nationalités* (ASN), Columbia University, New York, juin 2003.

<sup>55</sup> Voir par exemple, *Edinstvo tatarskoj nacii* (L'unité de la nation tatare), matériel de la conférence scientifique qui s'est tenue à l'Académie des sciences de la république du Tatarstan les 7 et 8 juillet 2002 ; R. G. Sibagatov, *Tatary Baškortostana. Problema jazyka, istorii, kul'tury* (Les Tatars du Bachkortostan. Problèmes de la langue, de l'histoire et de la culture), Kazan, 2002 ; *Čto tvoritsja v Baškortostan ?* (Que se passe-t-il au Bachkortostan ?), recueil d'articles, Kazan, 2002 ; A. Halim, *Novaja Kniga pečali, ili daleko li ot Menzelinska do Gaagi ?* (Nouveaux cahiers de doléances, ou y a-t-il loin de Menzelinsk à La Haye ?), Kazan, 2002 ; D. Ishakov, *Tatary : kratkaja ètničeskaja istorija* (Les Tatars, une courte histoire ethnique), Kazan, 2002.

<sup>56</sup> En février 2002, il publie un article dans lequel il explique que « le peuple bachkir a été imaginé pour répondre à des objectifs politiques ». L'article fut distribué un peu plus tard sous forme de brochure dans les régions nord-ouest de la république du Bachkortostan : *Kto ty tatarin ?*, (Tatar, qui es-tu ?) Kazan, 2002.

<sup>57</sup> Au début d'août 2002, la rumeur se répand de l'arrivée à Oufa d'une mission d'observateurs internationaux à l'occasion du recensement. Entretien du 16-10-02 avec A. Giniatullin, représentant du TOC. Fondé en janvier 1989, le TOC (lire « tots » : Centre public tatar) *Tatarskij Obšestvennyj Centr* est le mouvement national tatar le plus solidement implanté en Bachkirie.

<sup>58</sup> « De l'exécution rigoureuse du plan de travail, de l'action coordonnée de tous les organes du pouvoir exécutif dépend la qualité des résultats du recensement », cette déclaration de Kh. Išmuratov a été interprétée par A. Giniatullin comme l'ordre donné aux chefs de districts d'obtenir des résultats « meilleurs » que ceux du recensement de 1979. Entretien du 16-10-02 avec A. Giniatullin.

<sup>59</sup> Le 20 février 2002, A. Galiev, maire de Salavat - troisième ville de Bachkirie en termes démographiques et seconde en poids économique -, est démis de ses fonctions. En réalité, il venait d'échouer dans sa tentative de

des ressources administratives comme moyen de pression sur les recensés, et sur une probable falsification des résultats du recensement. Fin février, le représentant du TOC<sup>60</sup> à Oufa déclare que des deux dangers qui menacent les Tatars de Bachkirie, le plus grave n'est pas « le divorce des Krjašeny mais la « bachkirisation » du peuple tatar »<sup>61</sup>, et, afin de « prévenir la fraude », il charge ses 71 agents locaux d'un rôle de « conseil » auprès des populations villageoises. Il adresse également une demande de soutien à Kazan, qui répond début mars par l'envoi d'un membre du gouvernement tatar, I. Tahirov<sup>62</sup>, à Otkjabr'skij – ville frontalière avec le Tatarstan. Et durant l'été, alors que le travail de propagande se poursuit<sup>63</sup>, le conflit local est porté devant l'arbitre fédéral.

Le 30 août 2002, V. Poutine se trouvait à Kazan pour participer au III Congrès mondial des Tatars. C'était une première, car jamais Eltsine ne s'était rendu dans une république fédérée le jour anniversaire de sa déclaration de souveraineté. Financée et organisée par le gouvernement tatar, la manifestation rassemblait plus de 560 délégués et dès l'ouverture, des critiques s'élevèrent contre le sort réservé aux Tatars par la Russie. Pris à partie, le ministre russe des nationalités, V. Zorin, insiste sur l'intérêt du principe d'autodéfinition nationale, mais doit finalement assurer à ses interlocuteurs que « les agents recenseurs n'auront pas avec eux la liste des nationalités »<sup>64</sup>. C'est dans un climat pesant et face à trois présidents – V. Poutine, M. Šajmiev et M. Rakhimov - qu'un « délégué alternatif » venu du Bachkortostan prit alors la parole. Après avoir expliqué les difficultés rencontrées par ses élèves pour étudier leur langue maternelle, N. Hoseinov - directeur d'un collège tatar à Belebej - conclut qu'« il n'est pas facile d'être Tatar au Bachkortostan ! ». Pendant que V. Poutine répondait du tac au tac en se demandant s'il est plus aisé d'être russe au Tatarstan ou Tchétchéne à Moscou, M. Rakhimov esquissait une grimace, vaguement incrédule<sup>65</sup>. A Oufa, le scandale fut retentissant : même parmi les milieux modérés, la condamnation fut unanime du manque d'hospitalité du président tatar. Réaffirmant la neutralité de son administration, le directeur du comité bachkir aux statistiques, A. Ganiev s'élevait contre toute politisation du recensement<sup>66</sup>. Sur les ondes, les reportages se multiplièrent qui vantaient les mérites de l'identité Krjašen et le

---

prise de contrôle d'une raffinerie située sur le territoire municipal. Dans la capitale, les milieux d'opposition profitèrent des manifestations de soutien dont il bénéficia pour traduire cet incident « mafieux » en termes ethniques. Dans une lettre adressée le 25 février au président russe, plusieurs organisations tatares dénonçaient la politique discriminatoire du président bachkir.

<sup>60</sup> Pour le sigle, voir la note 56.

<sup>61</sup> Prise le 24 février 2002, cette résolution a été approuvée par le TOC réuni en congrès le 6 avril 2002.

<sup>62</sup> Membre du Comité d'Etat du Tatarstan chargé des questions ethniques, I. Tahirov dirige également le comité exécutif du Congrès mondial des Tatars.

<sup>63</sup> Le 20 août 2002, E. Sulejmanov – qui à l'époque dirigeait encore le Congrès mondial des Bachkirs – entame une tournée dans les régions « bachkires » du nord-ouest, RFE/RL, 20-08-02.

<sup>64</sup> Voir RFE/RL, 30-08-02.

<sup>65</sup> Voir *Trud*, 31-08-02.

<sup>66</sup> Lors d'une conférence de presse, le directeur du *Goskomstat* insiste encore une fois sur le fait que « chaque individu disposera du droit de se faire recenser comme représentant de la nationalité qu'il souhaite », RFE/RL, 10-09-02.

18 septembre 2002, les participants à une conférence scientifique « Contre la falsification de l'histoire du Bachkortostan » accusèrent leurs homologues tatars d'avoir « initié la crise »<sup>67</sup>. La tension est encore montée d'un cran au début du mois d'octobre, lorsque le gouvernement bachkir interdit l'entrée de son territoire à l'ensemble folklorique tatar<sup>68</sup>. En réponse, M. Šajmiev déclare lors d'une visite à Tcheliabinsk, que les Tatars de cet oblast vivent mieux que les Tatars de Bachkirie.

Les relations au sommet entre les deux républiques türkophones de la région Volga-Oural n'avaient jamais atteint ce degré d'hostilité. Et à la veille du recensement d'octobre 2002, on entendit pour la première fois sur les rives de la Belaja quelques voix inconscientes jouer délibérément avec le feu rhétorique des violences interethniques<sup>69</sup>.

### *La communion des recensés*

« En république du Bachkortostan, le recensement s'est déroulé sans encombres »<sup>70</sup> : le constat fait par le représentant local de Sergueï Kirienko – représentant plénipotentiaire du Président pour le district fédéral de la moyenne-Volga – vient confirmer nos propres observations de terrain. Au-delà des excès de la politisation à outrance des questions nationales, l'opération administrative fut préparée et mise en œuvre avec le plus grand sérieux. Dès l'an 2000, un programme d'action fut adopté, qui répartissait les responsabilités entre les membres de la commission chargée du recensement, encadrait l'activité des médias<sup>71</sup>, fixait les échéances et planifiait le travail des administrations déconcentrées. Après une première phase de remise en ordre – dans chaque village la numérotation des maisons fut révisée, et les habitants baptisèrent les rues apparues depuis 1989 – les personnels des écoles<sup>72</sup> et des

---

<sup>67</sup> Ils dénonçaient les visées pantürkistes de leurs collègues de Kazan, qui inciteraient à l'assimilation des Bachkirs par les Tatars en vue de créer un « grand Tatarstan ». Entretien du 06-10-02 avec I. G. Ilišev - nouveau directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences d'Oufa – et M. Kul'šaripov - professeur à l'université d'Etat bachkire et principal idéologue du mouvement national bachkir.

<sup>68</sup> Lors de son passage dans l'oblast d'Orenbourg, cet ensemble d'Etat tatar de chanson et de danse, avait présenté un programme d'une quinzaine de chansons et de danses traditionnelles des Tatars de Kazan, de Sibérie et d'Astrakhan, tendant à prouver par les faits l'unité de la nation tatare, *Nezavisima Gazeta*, 02-10-02.

<sup>69</sup> Reprenant à son compte une formule journalistique – « Qui a besoin d'une seconde Tchétchénie ? », *Argumenty i Fakty*, 11-09-02 – la lettre écrite le 6 octobre 2002 à V. Poutine par les leaders tatars de Bachkirie, évoque « la situation d'oppositions nationales en Bachkirie, qui se transforme peu à peu en conflit interethnique de type caucasien ».

<sup>70</sup> Entretien du 17-10-02 avec I. A. Ognev, inspecteur fédéral pour la république du Bachkortostan.

<sup>71</sup> Une campagne d'information est lancée par H. Išmuratov qui s'appuie sur un calendrier précis et impose à tous les journaux républicains la teneur des articles à publier.

<sup>72</sup> Le « recensement des enfants », organisé les 17 et 18 septembre 2002 dans toutes les écoles de Bachkirie, fut présenté dans les journaux locaux comme la reprise d'une expérience menée avec succès en 1990 aux Etats-Unis auprès de deux millions d'enfants, *Bašinform*, 18-09-02.

mosquées<sup>73</sup> furent mobilisés, et, le 8 février 2002, M. Rakhimov décidait, en considération de sa « haute importance pour l'Etat », de récompenser le district qui aurait organisé « la meilleure campagne de recensement »<sup>74</sup>.

En dépit de quelques aberrations bureaucratiques<sup>75</sup>, le district s'est révélé parfaitement adapté aux contraintes spécifiques d'une opération qui fut dans les campagnes, ordonnée et pacifique. Au cours de notre mission, rares furent les villageois à être au courant ou à s'intéresser à l'actualité des tensions interethniques. Et là où les discours nationalistes avaient pu troubler les esprits, on percevait le plus souvent une nette condamnation des exagérations venues d'Oufa, la lointaine capitale. De même la couverture de l'événement par les médias fédéraux fut-elle sévèrement critiquée<sup>76</sup>. Pour saisir un peu de l'imaginaire du recensement, il convient de noter l'accueil chaleureux qui fut réservé aux recenseurs<sup>77</sup> et l'engagement collectif en faveur d'une œuvre d'intérêt général, qui touchait effectivement tout le monde<sup>78</sup> et qui bénéficiait d'une image largement positive. L'esprit festif qui régnait dans les villages signalait un moment exceptionnel de retour sur soi et de réaffirmation du sentiment de vivre-ensemble<sup>79</sup>. Par-delà les discours de circonstance<sup>80</sup>, le recensement de 2002 aura permis, en rapprochant un Etat plus attentif et qui avait abandonné le masque de ses administrateurs pour le visage plus attrayant de ses agents recenseurs<sup>81</sup>, l'expression d'un patriotisme diffus, multiforme mais bien réel. Et lorsque certains villageois expliquaient qu'ils

<sup>73</sup> « Participer au recensement est le devoir (de chaque musulman), exactement comme prier cinq fois par jour », entretien accordé par Ferit Salman - vice-président du conseil musulman central pour la Russie - à l'agence *Başinform* le 14-08-02.

<sup>74</sup> *Başkortostan*, 10-02-02. On a également pu noter l'omniprésence de la symbolique militaire : engagement de plus de 15 mille agents recenseurs répartis en 72 *perepisyne punkty*, et dans ces QG de campagne, on voyait sur la carte accrochée au mur la progression des « brigades », et on entendait les plaintes des chefs de bureau : « sans la boue on aurait déjà terminé le 12 octobre ». Entretien du 10-10-02 avec Z. R. Saitgareev, chef du département des statistiques du district de Bakalinskij.

<sup>75</sup> Même s'ils étaient proches d'un autre *rajcentr* – centre administratif d'un district - certains villages furent tardivement intégrés à l'opération du fait de leur éloignement avec le *rajcentr* de leur district, entretien avec Z. R. Saitgareev.

<sup>76</sup> Ceux-ci furent accusés de déformer et de dramatiser la réalité : l'exemple le plus fréquemment cité fut le reportage du 8 octobre 2002 sur ORT à propos de villageois sibériens refusant de se recenser tant que leur village ne serait pas raccordé au réseau de gaz.

<sup>77</sup> Le passage du recenseur s'accompagnait d'un rituel : dans une logique de dons, offrir le thé était le minimum, et un représentant de l'Etat recenseur s'est vu offrir d'aller aux bains - qui avaient été spécialement préparés pour lui.

<sup>78</sup> Aucun cas de refus ne nous a été signalé dans les villages traversés. Tout le monde sans exception devait y mettre du « chien » : un agent recenseur racontait : « quand je suis sortie de la maison le chien a commencé à aboyer, et alors son maître lui a crié « mais tu n'as pas écouté la télé ! Ils ont dit de ne pas aboyer contre les recenseurs ! » (...).

<sup>79</sup> « Connaître tout le monde dans le village, savoir comment les gens vivent et qui ils sont », cette raison fut souvent invoquée par les agents recenseurs pour expliquer les raisons de leur engagement.

<sup>80</sup> « Même si certains ont confondu le recensement avec une élection, pour la première fois les *Rossijanine* se sont sentis un seul peuple », intervention de V. Zorin à l'IEA, 19-10-02.

<sup>81</sup> L'idée marketing de doter chaque agent recenseur d'une valise noire n'a pas peu contribué au succès populaire du recensement. Au point d'en devenir l'un des symboles, à sa vue les enfants criaient « oh ! Comme à Moscou ».

n'étaient pas sortis de chez eux pour ne pas manquer le passage du recenseur, on pouvait lire dans leur visage la satisfaction citoyenne du devoir accompli.

L'enthousiasme n'a pas suffi à éviter erreurs et confusions, lesquelles tiennent avant tout à l'inexpérience des recenseurs – toute relative puisqu'ils furent majoritairement recrutés parmi le personnel des écoles et des bibliothèques – et la complexité du questionnaire – notamment le terme *pridnadležnost* (appartenance) de la question N°7. Cela eut pour conséquence que les données recueillies sur la question linguistique sont difficilement exploitables. En effet, allant à l'encontre des instructions reçues pour la question N°9.2 – qui les invitaient à indiquer la langue maternelle de la personne interrogée –, nombreux furent les agents recenseurs qui soit ne posèrent pas la question, soit l'interprétèrent à leur manière<sup>82</sup>. Quant à savoir s'il a pu y avoir des erreurs volontaires, il semble en tout cas clair que la décentralisation post-soviétique a affaibli l'exigence de rigueur dans la procédure de recensement – autour des problèmes du prérecensement et de la vérification des résultats. « Simple exécutant »<sup>83</sup> de la volonté du ministre, le directeur local du *Goskomstat* était en même temps en situation d'étroite dépendance vis-à-vis des autorités républicaines. Précieux pour assurer la réussite matérielle de l'opération, les puissants leviers administratifs ont aussi pu permettre de mieux contrôler les populations villageoises<sup>84</sup>. Cela ne présume en rien de la réalité des fraudes – thème surexploité par l'opposition mais qui n'a pas pour l'instant été confirmé par les contrôleurs fédéraux – mais laisse planer un doute sur la neutralité des pouvoirs locaux. Et ce d'autant plus que nous avons pu constater certains excès de zèle, comme par exemple le comptage des Bachkirs par voie administrative : trois témoignages concordent en effet sur les consignes qui furent données aux recenseurs de communiquer tous les soirs à leur instructeur le nombre de Bachkirs qu'ils avaient recensés dans la journée.

---

<sup>82</sup> Devant le désir exprimé par certains Krjašeny de déclarer la langue Krjašen comme leur langue maternelle, des recenseurs nous ont expliqué avoir refusé au motif qu'une « telle langue n'existe pas, il faut choisir entre russe et tatar ».

<sup>83</sup> Entretien du 01-10-02 avec A. M. Ganiev.

<sup>84</sup> La nature bureaucratique du régime bachkir est symbolisée par les 54 chefs de districts : nommés et révoqués par M. Rakhimov, ils sont maîtres sur leurs terres. C'est ainsi par exemple que l'absence d'autorisation officielle du *Goskomstat* valut à l'auteur de ces lignes d'être expulsé le 14 octobre 2002 du district Kukarchinskij. Et que dire alors du degré de liberté d'un kolkhozien, lequel espère être recruté comme policier pour recevoir un salaire en roubles et non plus en sacs de farine ?

## L'individu en autonomie : le recensement collectif comme geste individuel

### *Le recensement des identités*

Une question primordiale est celle de l'impact de l'intention libérale sur les pratiques identitaires : a-t-elle suscité leur libéralisation, dans quelle mesure l'individu s'est-il approprié le cadre rigide des questions que lui posait le recenseur, quel usage a-t-il fait de son droit à la libre détermination de sa nationalité et quel fut finalement le pensable en matière d'autodéfinition ? Certes, la permanence de l'ethnicité comme signe distinctif et comme marqueur identitaire est incontestable : à la question sur la nationalité, le réflexe de l'immense majorité des personnes interrogées a été d'indiquer leur appartenance ethnique, c'est-à-dire ce qu'ils perçoivent comme allant de soi, eu égard à leur parcours personnel ou à leur histoire familiale. Mais si l'on prend en considération les changements observés sur le terrain, ce phénomène est apparu miné de l'intérieur par une nouvelle fluidité des processus identitaires : dans l'échange recenseurs / recensés, la pesanteur de l'histoire longue des appartenances a pu croiser la fragile contemporanéité des identités choisies.

Cette forme de légèreté s'est d'abord manifestée par des confusions, le plus souvent inconscientes, entre langue, nationalité et citoyenneté<sup>85</sup> : « d'après mon passeport je suis ukrainienne, mais comme on y a enlevé la rubrique nationalité, inscrivez-moi comme russe »<sup>86</sup>. Ensuite, les cas d'indécisions furent fréquents, notamment dans le cas de familles issues de mélanges interethniques. Or avec 32% de mariages mixtes, la Bachkirie est l'une des régions russes parmi les plus hétérogènes. Les résultats du recensement s'en ressentiront certainement par rapport à d'autres zones où les différences ethniques sont nettement plus marquées<sup>87</sup>. De plus, la tradition qui faisait que les enfants adoptaient la nationalité de leur mère a perdu de sa force de persuasion, et les cas furent nombreux de négociations entre parents pour les enfants en bas âge, et de choix personnel pour les enfants plus âgés<sup>88</sup>.

<sup>85</sup> Après s'être inscrits comme Bachkirs certains ont voulu aller jusqu'au bout et indiquer la langue bachkire comme leur langue maternelle, mais souvent l'exigence rappelée par le recenseur de pouvoir la parler se révélait dissuasive.

<sup>86</sup> V. Amelin, « Etnografija perepisi v Orenburj'e » (Ethnographie du recensement dans l'oblast d'Orenbourg), *Etnografija perepisi – 2002* (Ethnographie du recensement – 2002), Moscou : EAWARN, 2003, p. 254.

<sup>87</sup> Voir l'analyse de V. Stepanov sur les marges d'erreurs dans le décomptage national par rapport à deux facteurs : le taux de mariages mixtes et le nombre de groupes ethniques, « Etničeskaja identičnost' i učet naselenija », *op.cit.*, pp. 4-6.

<sup>88</sup> Ces décisions se prenaient le plus souvent sur un ton badin : l'un des enfants sera russe comme son père et l'autre sera krjašen comme sa mère. Et les « enfants savent qu'ils peuvent aussi répondre eux-mêmes aux questions des recenseurs. Et comme à Bakaly on a beaucoup de familles mélangées, l'enfant indique souvent lui-même la nationalité qu'il choisit, celle de sa mère ou celle de son père », entretien de groupe, Bakaly, le 10-10-

D'autre part, des facteurs subjectifs sont intervenus dans le choix d'une nationalité par rapport à une autre, qui remettaient directement en cause la conception d'une appartenance unique et définitive. Parmi les motifs justifiant un refus de se définir tel qu'on le devrait, le plus significatif fut celui qui se rapportait à une identification purement territoriale – comme dans le cas du *milicioner*, on se déclare bachkir parce que l'on vit en Bachkirie<sup>89</sup>. Même si la forme restait ethnique, le fonds relevait clairement d'une introspection personnelle.

Et finalement, c'est à travers les revendications communautaires que s'est le mieux illustrée la plasticité du référent ethnique : ainsi de l'hésitation des Cosaques du Don pour savoir s'ils devaient ou non exiger le statut de nationalité<sup>90</sup>. Accompagnée de la nouvelle légitimité des choix personnels et de la critique des vieilles appartenances ethniques, l'entrée de l'identité dans une dimension réflexive a trouvé à Oufa un écho singulier. A l'occasion du recensement, une voix s'est faite entendre qui appelait à dépasser les antagonismes ethniques au profit d'une vision pluraliste des identités<sup>91</sup>. Cela participait d'une tendance générale à l'approfondissement de l'autonomie individuelle, dynamique inédite en rupture avec la nature statique des catégorisations ethniques. D'où la radicalisation des partisans du nationalisme ethnique, qui prirent conscience lors du recensement de 2002 qu'ils étaient en retard par rapport à l'inévitabilité de la subjectivisation des appartenances identitaires. Et il n'est donc pas anodin que le phénomène identitaire relatif aux Krjašeny soit apparu précisément là où le terrain des appartenances était le moins ferme, dans les régions nord-ouest de Bachkirie.

### *à la recherche des Krjašen*

Plutôt que de s'appesantir sur les stratégies anti-tatares qui ont vraisemblablement accompagné la réintroduction des Krjašeny dans la liste des nationalités<sup>92</sup>, il importe de replacer l'événement dans le contexte de

---

02.

<sup>89</sup> Sans parler des identités loufoques dont la promotion a été faite au plus haut niveau, les cas furent fréquents de parents qui attribuèrent à leurs enfants une nationalité différente de la leur. Et plusieurs lettres sont parvenues au journal local de Čekmaguš qui s'élevaient contre la propagande « présentant les gens de Bakaly comme des Bachkirs », « il y en a assez de tous ces discours autour de l'identité alors que chacun doit choisir tout seul ». Entretien du 09-10-02 avec M. Nazirov – rédacteur en chef du journal *Igenče*, district de Čekmaguševskij.

<sup>90</sup> Voir l'article de Catherine Gousseff dans le présent recueil.

<sup>91</sup> R. I. Nigmatulin – député à la douma d'Etat et Président de l'Académie des sciences du Bachkortostan – est le promoteur d'une pensée utopique, la (pré)vision d'une fusion « postmoderne » des ethnies turques : « c'est la tendance actuelle dans les sociétés ouvertes. (...) Les individus peuvent avoir plusieurs nationalités. Je me sens moi-même tatar, bachkir et russe », *Vestnik Akademii Nauk RB*, 2002, tome 7, N° 3, p. 41.

<sup>92</sup> Selon plusieurs ethnographes, les 12 à 30 mille Krjašeny de Bachkirie seraient surtout concentrés dans les régions occidentales – ils représenteraient près de 30 % de la population dans le district de Bakaly. Mais leur

l'évolution des régimes identitaires. Pour une large part, la décision a été prise sous la pression de communautés locales, mobilisées autour de la demande de droits culturels. L'absence de revendications territoriales et le besoin de reconnaissance publique distinguent ce mouvement des ethno-nationalismes traditionnels : et comme l'affirme E. Artemiev – représentant des Krjašeny de Bachkirie - : « à terme nous serons tous *Rossijjnines*, c'est pourquoi je suis favorable à l'autonomie culturelle et non à l'autonomie étatique »<sup>93</sup>. La mise au pas du politique et l'insistance sur l'idée de renaissance culturelle le situe davantage parmi les phénomènes identitaires contemporains de retour à des identités choisies. Du fait de sa restauration comme catégorie administrative, l'identité Krjašen n'a pu relever que d'un choix délibéré. Et loin de l'assujettissement à des appartenances univoques, le sujet individuel a affirmé son autonomie en ayant recours à la mémoire. Ce que les autorités fédérales ont bien compris qui espéraient tirer un profit symbolique de leur décision de corriger l'injustice faite en 1939 par Staline aux Krjašeny. L'accomplissement en direct d'un devoir de mémoire fut certainement pour beaucoup dans le succès médiatique des « Tatars orthodoxes »<sup>94</sup>. Mais pareil « réveil » de l'histoire s'explique avant tout par l'engagement d'acteurs individuels dans l'espace imaginaire de la « culture » krjašen : « depuis quelques temps, les jeunes d'ici ont commencé à s'intéresser à leurs origines, ils *veulent* leur nation »<sup>95</sup>. Ils ne sont plus sensibles à une appartenance qui s'imposerait de l'extérieur ; le choix d'une identité est leur affaire<sup>96</sup>. Convaincue de la validité de sa préférence, une jeune fille de Bakaly n'a pas hésité à exiger des recenseurs qu'ils annulent la réponse donnée pour elle par ses parents et qu'ils l'inscrivent non comme tatare mais comme Krjašen: l'effondrement des autorités traditionnelles débouche dans les villages sur l'abandon progressif mais réel de l'évidence ethnique. Au nom du libre arbitre, on assiste là où la situation identitaire est la plus complexe et où les tentatives de récupérations nationales furent les plus fortes, au dépassement individualiste des appartenances collectives.

D'autre part, même si le thème religieux fut souvent employé dans les débats publics, aucune motivation proprement religieuse n'explique cette réappropriation identitaire : membres d'une société sécularisée, les Krjašeny ne sont pas plus croyants que leurs cousins russes ou tatars. Il semble au contraire que ce soit l'effacement du religieux qui puisse expliquer la quête de

---

visibilité n'était pas proportionnelle à leur nombre : « C'est comme si on les inventait aujourd'hui. Tout le monde les cherche comme l'abominable homme des neiges ». Entretien du 11-10-02 avec R. Zagitgariev, chef du département des statistiques du district de Bakaly.

<sup>93</sup> I. Gabdrafikov, « Perepis' naselenija v Baškirii : materialy polevoj étnografii », *op.cit.* , p. 116.

<sup>94</sup> Le journal *Le monde* - dans son édition du 10 octobre 2002 - évoque ces « déracinés » que Staline a privés d'identité.

<sup>95</sup> Entretien du 10-10-02 avec A. A. Bjakševa - directrice de la bibliothèque municipale de Bakaly et animatrice des groupes folkloriques Krjašeny.

<sup>96</sup> Lors de plusieurs entretiens de groupes, les recenseurs interrogés nous ont fait part de leur étonnement devant le fait que les Krjašeny étaient souvent à la fois surpris et heureux de la possibilité qui leur était offerte et à laquelle ils ne parvenaient pas à croire : « c'est bien vrai que vous pouvez m'inscrire comme Krjašen ? ».



sens qu'ils expriment à travers leur désir identitaire<sup>97</sup>. L'ultime relais que la structuration religieuse du totalitarisme conservait au cœur du social s'est désagrégé, l'ethnicité a perdu son pouvoir d'appel, le principe d'appartenance qui continuait à alimenter la fidélité à la lignée a cessé d'aller de soi. Si la catégorie ethnique est encore socialement pertinente, elle ne relève plus d'une évidence irréfutable, ce qui ne manque pas d'ailleurs de susciter beaucoup d'incompréhensions : en décalage avec son environnement social immédiat, la jeune Krjašen ne sait pas précisément qui elle est, ni ce qui la distingue d'une tatare – la langue, la religion, l'histoire... ou même, selon certains<sup>98</sup>, le caractère ? – mais elle sait qu'elle peut être ce qu'elle veut être. Et en fait, à la différence justement de ces Tatars qui convaincus de leur identité la regardent avec condescendance, peu lui importe : en s'allégeant de l'appartenance, elle a quitté le règne de la substance, et elle commence peut-être à douter de l'unicité de la vérité.

Ambivalent par son contenu, le recensement russe de 2002 l'aura aussi été par les appropriations dont il ne cessa d'être l'objet. Projet administratif, il fut investi par la langue libérale du pouvoir central ; dès lors, prenant au mot l'autonomie qu'elle se voyait accorder, la société exprima une certaine préférence pour l'ethnicité et remit au goût du jour ses divisions ethno-territoriales. Événement de son temps, le recensement servit de prétexte au retour du passé enchanté des ethnies ; mais aux yeux de la population, il incarnait une orientation inverse : l'Etat recenseur posait les jalons d'un avenir meilleur. En fin de compte, le geste libéral est venu de ces individus qui, négligeant les injonctions substantialistes, choisirent leur identité et, à la manière de notre *milicioner*, rompirent avec les pesanteurs du passé. D'un côté donc, les restes de structuration hétéronome du social ont poussé à l'inertie, à la reprise des anciens schémas interprétatifs : à travers la quête de majorités ethniques par les élites régionales et la reprise par les milieux nationalistes de leurs credo des périodes électorales, l'accueil réservé à l'opération statistique a été marqué d'un certain conservatisme. D'un autre côté, le recensement a véritablement fait événement ; il a produit de l'inattendu. Sans forcément en avoir conscience, les individus ont pu détourner la grille administrativement imposée par l'État et politiquement investie par les nationalistes : derrière le nominalisme des discours officiels, le mouvement réel de libéralisation des acteurs sociaux s'est approfondi. Si le cas des Krjašeny est exemplaire, c'est qu'il représente en quelque sorte l'idéal type du processus mis en lumière lors du recensement : l'autonomisation du social comme produit d'une coïncidence entre une revendication locale et une proposition fédérale. L'élan libéral a ainsi débouché sur une relativisation des appartenances ethniques. Avec la diffusion des valeurs individualistes de la modernité, les anciennes déterminations collectives volent en éclat. Après l'assujettissement aux appartenances communautaires, leur appropriation par des individus soucieux de

<sup>97</sup> Voir sur ce thème l'ouvrage de Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde, Une histoire religieuse du politique*, Paris : Gallimard, 1985.

<sup>98</sup> Entretien du 11-10-02 avec G. Rycev, adjoint d'E. Artemiev.

singularisation personnelle. Or c'est précisément par le biais de cette appropriation subjective que l'identité privée se transforme en ressource publique. Durant cette phase où l'appartenance cesse d'être coutumière pour devenir un choix individuel, les différences qui définissent un individu lui permettent aussi de trouver sa place parmi les autres. Se nourrissant d'un même ferment subjectiviste, l'identification personnelle et l'inscription dans l'espace public sont deux mouvements indissociablement liés. Comme l'aura clairement montré le recensement russe de 2002, l'affirmation identitaire est inséparable d'un besoin de reconnaissance. Et au vu de certains résultats préliminaires, il semble que le choix de la nationalité ait été largement déterminé par les divers bénéfices qui en étaient attendus : selon les premières estimations, la nationalité titulaire aurait remporté 30% des « suffrages », les Tatars ne comptant plus que pour 18% de la population<sup>99</sup>. Si ces résultats venaient à être confirmés, cela signifierait le rétablissement d'une certaine normalité nationale au sein de la république du Bachkortostan. Après avoir favorisé dans les années 1970, l'entrée dans l'ère du pluralisme politique, les revendications ethniques précipitent aujourd'hui, en se radicalisant, l'entrée dans l'ère des identités choisies et de la citoyenneté, avec l'établissement de l'Etat fédéral comme instance pacificatrice au dessus des passions ethniques. L'automne 2002 aura marqué pour la Russie non pas une entrée tardive dans la modernité mais l'entrée dans la modernité tardive.

Décembre 2003

---

<sup>99</sup> Marat Sikopskij, « Iz Tatar – v Bačkiry » (Du Tatar – au Bachkir), *Moskovskie Novosti*, 10-06-03.

## Références bibliographiques

Alain BLUM et Martine MESPOULET, *L'anarchie bureaucratique, Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris : La Découverte, 2003.

Alain BLUM et Catherine GOUSSEFF, « Nationalités, groupes ethniques, peuples. La représentation des nationalités en Russie », *Anciennes et nouvelles minorités*, Paris : INED, 1997.

Dominique AREL, « Demography and Politics in the first Post-Soviet Censuses: Mistrusted State, Contested Identities », *Population*, 57(6), 2002.

Juliette CADIOT, *La constitution des catégories nationales dans l'Empire de Russie et en URSS, 1897-1939*, thèse de doctorat, Paris : EHESS, 2001.

*Etnografija perepisi – 2002* (Ethnographie du recensement – 2002), Moscou : EAWARN, 2003.

Allen J. FRANCK, *Islamic Historiography and « Bulghar » identity among the Tatars and Bashkirs of Russia*, Brill, 1998.

Marcel GAUCHET, *Le désenchantement du monde, Une histoire religieuse du politique*, Paris : Gallimard, 1985 ; *La condition historique*, Paris : Stock, 2003.

Dmitry GORENBURG, « Identity Change in Bashkortostan: Tatars into Bashkirs and Back », in. *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, 1999; *Nationalism for the Masses: Minority Ethnic Mobilization in the Russian Federation*, Ph.D diss., Harvard University, 1999.

Kate GRANEY, *Projecting Sovereignty: Statehood and Nationness in Post-Soviet Russia*, Ph.D diss., University of Wisconsin, 1999.

Damir ISKHAQOV, *Tatarskaja Nacija: istorija i sovremennost* (La Nation tatare: histoire et actualité), Kazan : Magarif, 2002.

*L'Islam de Russie, Conscience communautaire et autonomie politique chez les Tatars de la Volga et de l'Oural, depuis le XVIIIe siècle*, éd. S. A. Dudoignon, D. Is'haqov & R. Möhämmätshin, Paris : Maisonneuve et Larose, 1997.

Bilal H. JULDAŠBAEV, *Baškiri i Baškortostan, etnostatistika*, (Bachkirs et Bachkortostan, ethnostatistique), Oufa, 1995.

Rail G. KUZEEV, *Etnologišeskie issledovanija v Baškortostane* (Recherches ethnologiques en Bachkortostan), Oufa, 1994.

Xavier LE TORRIVELLE, « Entre steppes et stèles, Territoires et identités au Bachkortostan », *Cahiers du monde russe*, 41/2-3, avril-septembre 2000.

LEWIN Moshe, *La formation du système soviétique. Essai sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris : Gallimard, 1987; *La grande mutation soviétique*, Paris : La découverte, 1989.

Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire, Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*, Londres : Cornell University Press, 2001.

*Na puti k perepisi* (Vers le recensement), Moscou : EAWARN, 2003.

Dawn Elaine NOWACKI, *Ethnicity, Nationalism and Political Orientations among Elites in Tatarstan and Bashkortostan*, Ph.D diss., Emory University, 1997.

Mikhail I. RODNOV, « Čislennost' tjurskogo krestj'anstva Ufimskoj gubernii v načale XX v. » (Démographie de la paysannerie tūrke du gouvernorat d'Oufa au début du XXe siècle), *Etnografičeskoe obozrenie*, 6, 1996.

Victor A. SHNIRELMAN, *Who gets the Past? Competition for ancestors among Non-Russian Intellectuals in Russia*, Washington, D.C., 1996.

Yuri SLEZKINE, « The USSR as a Communal Apartment, or how a socialist State promoted ethnic particularism », *Slavic Review*, Summer 1994, vol. 53-2.

Charles Robert STEINWEDEL, *Invisible Threads of Empire : State, Religion, and Ethnicity in Tsarist Bashkiria, 1773-1917*, Ph.D diss., University of Columbia, 1999.

Sergei SOKOLOVSKI, « Ethnic categorization in the Russian Census of 2002 », intervention à la *Convention de l'Association pour l'étude des nationalités (ASN)*, Columbia University, New York, juin 2003.

Valery STEPANOV, « Rossijskaja perepis' 2002 g. » (le recensement russe de 2002), *Issledovanija po priskladnoj i neotlojnoj ètnologii*, N° 145, Moscou, 2001.

Anatoli VICHNEVSKI, *La faucille et le rouble, La modernisation conservatrice en URSS*, Paris : Gallimard, 2000.

*Tatar-Bashkir Daily Report*, RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), accessible à l'adresse <http://www.rferl.org/newsline/>